Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 25 SEPTEMBRE 1979 — N° 958 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Foyers Sonacotra : préparation active du rassemblement de Garges

Lire en page 3

Comité central du RPR : une nouvelle image de marque ?

Le mouvement gaulliste va tenter de faire oublier l'effet peu convaincant dans l'électorat des déclarations tonitruantes et à répétition de son président. Une plus grande modération dans les propos sera observée, et Chirac montera moins souvent en première ligne. Histoire de ne pas détériorer davantage son image personnelle avant les élections présidentielles de 1981.

Lire en page 4

Fissures dans les centrales nucléaires : EDF rassure, mais un réacteur est arrêté à Bugey

Des fissures ont bien été constatées dans certaines pièces métalliques de la centrale de Fessenheim. L'EDF a confirmé cette information, pour la minimiser.

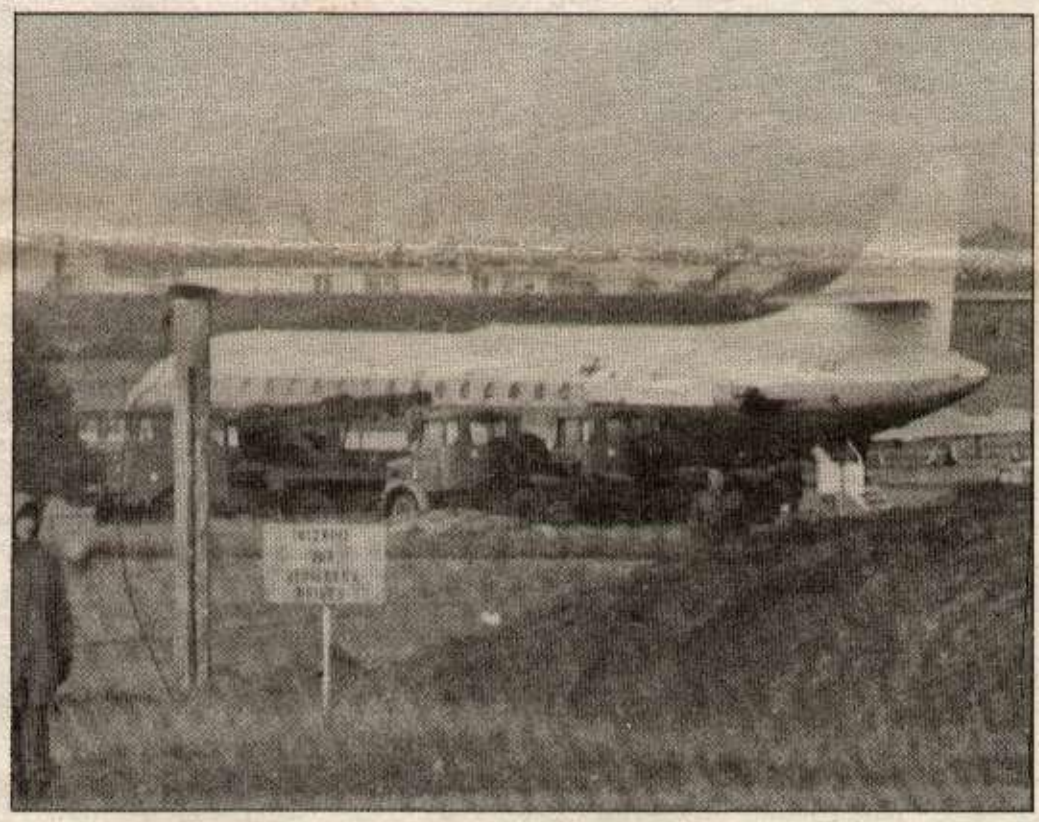
Alors même que la direction d'EDF tentait de rassurer, un réacteur devait être arrêté à la centrale nucléaire de Bugey, à la suite d'une fuite d'eau radioactive. Une fuite s'était déjà produite dans cette même centrale le 30 août dernier.

Lire en page 5

La fuite de Bokassa

GISCARD CHASSE SON "CHER PARENT"

Le Tchad conteste l'utilisation de son territoire comme base de départ des paras français pour leur intervention



C'est lundi à 4 heures du matin que Bokassa a quitté la base d'Evreux en destination d'un pays africain, après que Giscard, que l'empereur déchu appelait son «cher parent», ait refusé d'accueillir un hôte aussi encombrant.

Alors que les paras français, à Bangui, assurent l'ordre du nouveau régime, on ne cache pas, à Paris, que le nouveau gouvernement centrafricain a été directement mis en place par les troupes françaises. Cette intervention du plus pur style colonial n'est pas du goût de tout le monde en Afrique : le Premier ministre tchadien, Goukouni Oueddeï, a contesté l'utilisation du territoire tchadien comme base de départ par les paras français, en contradiction avec les accords franco-tchadiens.

Lire en page 7

Mark : + 2%, couronne danoise : + 3%

LA VIE TROUBLEE DE L'EUROPE MONETAIRE

Dimanche soir, les huit membres du système monétaire européen (les pays de la CEE moins la Grande-Bretagne) ont procédé à un «réajustement» des taux de change du mark, réévalué de 2 %, et de la couronne danoise, dévaluée de 3 %.

La cause de la réévaluation du mark réside essentiellement dans la tendance à la baisse du dollar. Dans une telle conjoncture, le mark a tendance à être davantage recherché, ce qui fait monter sa parité, non seulement par rapport au dollar, mais aussi aux monnaies européennes, moins recherchées que la monnaie allemande. Le réajustement qui vient d'intervenir illustre les limites de la résistance du système monétaire européen aux soubresauts monétaires venus d'Outre-Atlantique. Créé précisément pour contenir les monnaies européennes dans des marges de fluctuations réduites, le SME s'est résigné à entériner la hausse de fait du mark.

Quoique l'impact d'un tel ajustement soit limité par le faible taux de la réévaluation, il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un échec de la tentative d'homogénéisation de l'espace monétaire européen : les monnaies des différents pays ont réagi à la nouvelle baisse du dollar de manière diversifiée, selon la place qu'elles occupent dans le rapport de forces inter-impérialistes.

Les mains sales

Le gouvernement français ne cache pas qu'il a décidé la chute de Bokassa.

Au nom des droits de l'homme. C'est l'aveu que l'accession et le maintien au pouvoir du dictateur sanguinaire n'étaient dûs qu'à sa décision.

Au nom des droits du fric.

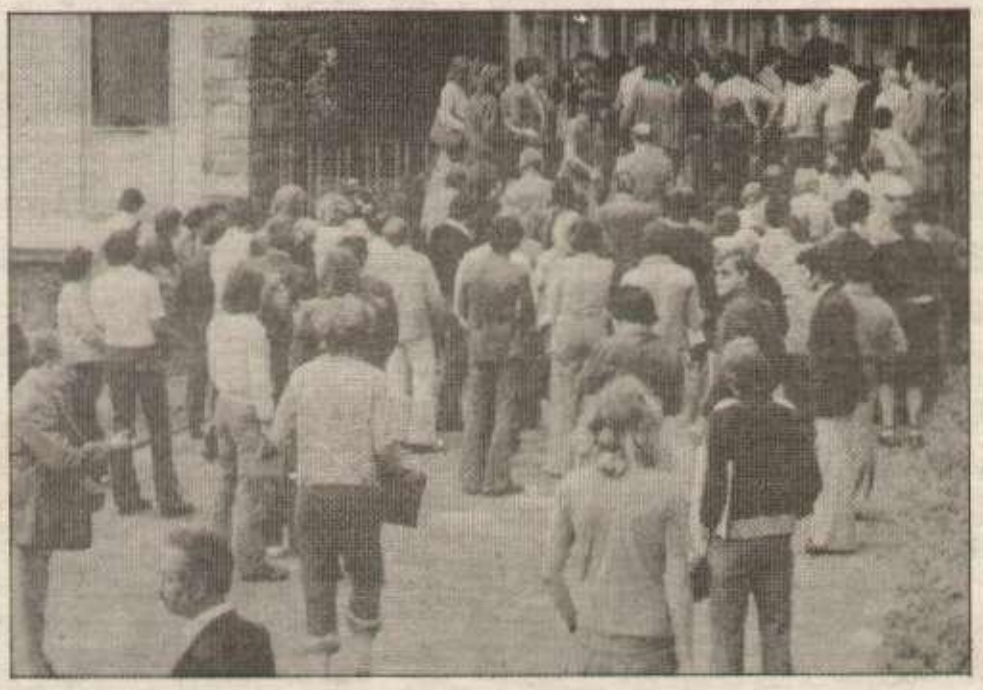
Il découle de ces deux révélations que, vingt ans après la décolonisation, le gouvernement français va encore décider à la place du peuple centrafricain du régime de ce pays.

Au nom du droit du plus fort. Et c'est là son crime fondamental.

La Ruhr, coeur de la classe ouvrière allemande -6

Reportage
d'Anne RHEIN

La crise entraîne, en Allemagne comme en France, de nombreux licenciements, et la politique du pouvoir à l'égard des chômeurs est de plus en plus répressive. En même temps, c'est le cortège des rénovations qui chassent les habitants de leurs anciens quartiers. En plusieurs endroits, ils s'organisent pour résister.



Travailler dans la Ruhr, cela veut dire aussi être encore plus menacé par le chômage qu'ailleurs. Alors que le taux de chômage en République Fédérale se «stabilise» autour des 4 %, il s'élève à plus de 6 % dans la Ruhr, à plus de 8 % à Duisburg, Gelsenkirchen, Herne. Situation dont on sait bien qu'elle ne s'améliorera pas dans les années à venir : rien que dans la sidérurgie, un emploi sur quatre va être supprimé.

On ne peut pas dire pour autant que le gouvernement fédéral ne fasse rien, ne vient-il pas d'accorder une subvention de 500 millions de marks «en vue d'atténuer le chômage» notamment dans les villes avec un taux de chômage supérieur à 6 % ? Subvention qui, on s'en doutait, n'est rien d'autre qu'un cadeau camouflé pour les patrons qui se font grassement payer l'embauche des «cas problématiques», travailleurs au chômage depuis un certain temps

Les milliards de marks des caisses de l'Office Fédéral du Travail (nourries par les cotisations des travailleurs) vont d'ailleurs dans le même sens, payant en plus les stages bidons qu'on appelle ici «mesures créatrices d'emplois»

A la pointe du chômage, la Ruhr l'est aussi pour le camouflage du chômage : jeunes forcés à la sortie de l'école à s'inscrire pour «l'année d'orientation professionnelle» où ils sont purement et simplement stockés, ne recevant aucune formation (mais n'encombrant pas les statistiques), immigrés renvoyés dans leur pays, femmes licenciées et n'ayant pas droit aux indemnités chômage parce qu'elles ont travaillé moins de 20 heures par semaine. Il faut ajouter les possibilités qu'offre, pour le camouflage du chômage, la nouvelle formule de la loi sur la promotion du travail, qui oblige les chômeurs, sous peine de radiation des listes du chômage, à accepter un emploi même si le salaire est sensiblement inférieur au salaire précédent, même s'il s'agit d'un travail ouvrier et non plus d'employé, même si *«on peut atteindre le lieu de travail tous les jours»*, même si le poste est en 3×8 alors qu'on avait un horaire normal avant, même s'il s'agit d'un emploi à temps complet et qu'on souhaite avoir un travail à temps partiel...

ETRE CHOMEUR DANS LA RUHR

Entretien avec des licenciés de chez Coles, à Duisbourg

«Coles», grues et excavatrices, est une entreprise moyenne au Nord de Duisburg, filiale d'un groupe anglais. En octobre 1978, les projets de fermeture sont désormais officiels. Cependant que la production est transférée en Angleterre, l'administration la vente, et le service après-vente resterons. 91 des 148 travailleurs très qualifiés en moyenne sont déjà licenciés ou attendent de l'être. Les indemnités qu'ils ont obtenues sur la base d'un plan social ont fait que la fermeture a pu se réaliser sans trop de bruit.

Helmut et Günter, mécaniciens, me font visiter «coles», les grands halls avec des grues de 250 à 300 tonnes ; on ne voit presque pas d'ouvriers. Ils me montrent leur ancien atelier, désaffecté aujourd'hui ; une banderole est encore fixée au mur : «On ne peut piétiner que ceux qui se laissent faire». («Quand les portes sont ouvertes, c'est directement en face des bureaux de la direction ; ils étaient drôlement mécontents» *m'expliquent-ils*). *Avec un peu de nostalgie, ils me montrent la place où ils gardaient leurs outils, la fenêtre par laquelle ils entraient d'habitude pour gagner quelques minutes sur le pointage...*

Avec Helmut et Klaus, tous deux membres du Comité d'entreprise, on se retrouve au bureau du CE ; d'autres travailleurs, licenciés depuis quelques mois, prévenus de ma visite, passent dire bonjour aux copains, témoigner de leur situation. Depuis quelques semaines, ils cherchent du travail. Ce qui, pour un O.P. très qualifié qui, après 10, 20 ans de travail dans la même boîte est arrivé au plafond du salaire tarifaire, est loin d'être facile.

«J'ai été à l'Agence pour l'emploi», *m'explique un travailleur*, «l'employé m'a demandé ce que je gagnais ; 17 marks (1). Il a failli tomber à la renverse. *«Je pense que vous vous rendez compte que vous ne retrouverez plus cela»* m'a-t-il dit. 13 marks, c'est le maximum dans la région de Duisburg, si je vais dans la construction des centrales énergétiques par exemple. Mais moi, ce n'est pas possible. J'ai deux gosses, j'ai gagné dans les 2 200, 2 300 marks nets avec les heures supplémentaires».

A Ede, on a proposé un emploi pour 1800 marks à l'administration des Impôts. «Avec 40 % de retenues, 200 marks rien que pour l'essence, 450 marks pour le loyer, qu'est-ce qui me reste ? Et puis, ils te disent (c'est la Fonction publique !) : «Faut qu'on examine d'abord vos opinions politiques ! Moi, je prends mon temps, de toute façon, maintenant, sans dépenses pour l'essence, je touche davantage rien qu'avec les indemnités chômage».

Ede se garde d'ailleurs bien de dire à d'éventuels employeurs qu'il est handicapé ; l'un de ses reins ne fonctionne presque plus. Malade, avec ses capacités peut-être réduites, avec le droit à six journées de congé annuel supplémentaires, avec certaines garanties contre un licenciement, quel employeur le prendrait ?

Helmut : «L'ouvrier qui accepte un boulot aujourd'hui, à un salaire inférieur parce qu'il a besoin du fric et parce qu'il ne veut pas être chômeur — être au chômage, c'est une tare dans ce pays, tes propres collègues te regardent de travers — eh bien, pour cet ouvrier, le mouvement vers le bas est déjà programmé : s'il est vidé pendant le temps d'essai, et les patrons le font très généreusement actuellement, l'indemnité-chômage est calculée sur son dernier salaire, donc il risque de toucher jusqu'à 50 % de moins qu'actuellement».

Dans ces conditions, n'était-ce pas une erreur de céder la place si facilement contre des indemnités ? Oui, c'était une erreur, disent-ils aujourd'hui. «On avait une assez grande solidarité dans la boîte, *dit Helmut*, avant que la direction commence à proposer de distribuer de l'argent dans tous les azimuts. Après, les gars ont dit : *«Faites pas de conneries, tirez des négociations ce qu'on peut en tirer»*. Et nous, en tant que représentants élus des travailleurs, si tu veux, on a été agents des patrons, on a aidé à fermer la boîte et à priver les copains de leur emploi. Légalement, on n'avait pas d'autres possibilités que de faire le maximum pour que les gars touchent un peu d'argent».

Klaus : «On aurait dû faire autre chose, arrêter les négociations ; on aurait dû dire : *«On veut nos emplois et non pas des plans sociaux»*, on aurait dû occuper la boîte comme ils ont fait chez Lip ; ça, c'était un bon exemple !

Et aujourd'hui, le gars qui a travaillé disons pendant 10 ans dans la boîte, il peut utiliser son indemnité de 13 000 marks pour maintenir tout juste son niveau de vie ou plutôt pour se préparer à sa baisse».

L'Agence pour l'emploi ? Ce n'est pas par elle qu'ils espèrent trouver du travail. Il faut bien s'y présenter parce que c'est par elle qu'on touche l'indemnité, mais sinon «c'est un instrument pour appliquer les lois, pour te dire que, si tu n'est pas prêt à travailler pour tel ou tel salaire, tu es radié des listes, *dit Günter*.

Et puis, c'est écœurant, comme ils te traitent : ils te font attendre, ils s'attendent à ce que tu sois toujours très humble, et bien soumis, et moi j'ai dû me faire dire : *«A votre âge, ça se présente mal, vous devez vous attendre à quelques difficultés». Cela, Günter qui a 40 ans, qui est très sportif et en excellente forme, l'a très mal pris.*

Les patrons, par contre, touchent de grasses indemnités quand ils embauchent des «vieux» comme Günter, surtout s'ils sont au chômage depuis plus d'un an. Dans ce cas-là, l'office fédéral du Travail peut restituer au patron jusqu'à 100 × des frais de salaire.

Comment ressentent-ils le chômage ? Mal. «C'est ressenti comme une tare, c'est considéré comme un défaut personnel». «Les gars se cachent. Il y a peu de temps, il y en a qui ont dit : Ceux qui veulent, il peuvent trouver du travail. Aujourd'hui, tu ne les vois plus, ça va très mal». «Ils n'y ont pas cru, c'est surtout ça. On n'est pas habitués à la situation. Avant, le gars qui partait le matin chercher du travail, pouvait en avoir trouvé à midi. Et les petits extras, on les compensait par des heures supplémentaires. Aujourd'hui, c'est différent».

«Ils ont cru à ces mensonges sur le manque de travailleurs qualifiés, *précise Hemut*. Partout on te raconte ça ; il n'y a pas assez de travailleurs qualifiés. C'est complètement débile : tous les apprentis, tourneurs, mécaniciens, etc., après l'apprentissage, on ne les embauche pas définitivement, on les vide. S'il y avait vraiment ce manque de travailleurs qualifiés, on les garderait ; à moins de 21 ans, c'est une main d'œuvre pas chère. Bien sûr, il y a un manque de travailleurs très qualifiés, très expérimentés : ceux qui travaillent pour un salaire de misère, qui font tout pour 10 marks de l'heure !»

LES DROITS D'UN CHOMEUR EN RFA

Tout chômeur qui a le droit de s'inscrire au chômage (qui a donc travaillé pas moins de 20 heures par semaine), touche, pendant une année 67 % de son dernier salaire net. Après cette période, il touche «l'aide au chômage» qui, en moyenne, élève à environ 70 % de l'indemnité chômage. Cependant, les conditions familiales du chômeur (revenu des parents, du conjoint, etc.) sont prises en compte et font que, le cas échéant, on ne touche plus rien.

Le pointage n'existe plus en RFA. Mais le chômeur doit se présenter à l'Agence pour l'emploi dès qu'on lui propose un travail et donner des explications bien précises s'il le refuse. L'amendement de la loi sur la promotion du travail dont nous avons parlé en haut prévoit que le nombre des raisons de refus acceptées seront de plus en plus limitées. Pour ne pas vivre sans ressources, les chômeurs sont donc obligés d'accepter presque n'importe quel travail.

LE SYSTEME DES «ABM»

Klaus est électricien à Herne ; pendant plusieurs mois, il a été au chômage. Maintenant il a «retrouvé» du travail ; comme travailleur ABM (ABM : Arbeitsbeschaffungsmassnahme : mesure créatrice d'emplois) à l'hopital Saint-Joseph. De plus en plus d'emplois, notamment dans l'administration, dans les municipalités sont occupés par les travailleurs ABM, surtout dans la Ruhr d'ailleurs, à Duisburg, dans la région de Gelsenkirchen. A Gelsenkirchen, où le taux de chômage dépasse les 8%, sur les 3000 emplois dans l'administration municipale, 1000 sont des emplois ABM. Les travailleurs concernés par les ABM sont embauchés pour un nombre limité de mois, tant qu'on a besoin d'eux pour faire des réfections dans les hôpitaux, entretenir des parcs publics, des cimetières... Ils sont payés en-dessous du salaire tarifaire, leur salaire est entièrement pris en charge par l'Office Fédéral du Travail. Une fois arrivés au terme de leur contrat, ils touchent l'indemnité chômage : 67 % du dernier (!) salaire.

On ne peut pas refuser une ABM si on ne veut pas risquer de se faire rayer définitivement des listes de chômeurs. Est-ce pour cela que les travailleurs concernés par les ABM sont souvent, outre ceux qui sont au chômage depuis assez longtemps, ceux qui passent pour être «récalcitrants» qui, par exemple, ont refusé à plusieurs reprises de se faire embaucher pour un salaire en-dessous du salaire tarifaire ?

*1 mark correspond aujourd'hui à environ 2,20 FF.

Le salaire maximum d'un travailleur qualifié chez Coles, par exemple, qui aujourd'hui est de 17 marks de l'heure, correspondrait donc à environ 38 francs. Mais qu'on ne se laisse pas tromper par les chiffres : le coût de la vie en Allemagne aujourd'hui est très élevé (loyers, transports, nourriture). Selon les calculs des syndicats, 1960 deutschemarks sont le minimum pour une famille ouvrière avec 2 enfants pour vivre décemment.

Dans notre prochain numéro : LA CHASSE AUX JEUNES

Contre les lois scélérates, pour la victoire des résidents Sonacotra

TOUS A GARGES SAMEDI PROCHAIN

Samedi prochain, sur le terrain, à Garges-les-Gonesse se tiendra un rassemblement national.

Ouvriers français et immigrés s'y cotoieront et d'une commune voie marqueront leur détermination à s'opposer aux attaques de ce pouvoir contre la classe ouvrière. Car, c'est en effet bien de cela qu'il s'agit.

Avec l'application des lois Barre, Bonnet, Stoléru, une partie importante de la classe ouvrière se trouverait dépossédée de ses droits élémentaires.

Qu'en sera-t-il de la possibilité de faire grève s'il pèse en permanence sur les ouvriers immigrés une menace d'expulsion pour «trouble à l'ordre public» ?

Sait-on qu'une de ces lois envisage qu'au bout de 6 mois d'arrêt maladie un ouvrier immigré peut tomber sous le coup d'une mesure d'expulsion ? Cela est odieux.

Cette menace d'expulsion pour maladie n'est qu'un exemple. Ces lois prévoient aussi qu'un ouvrier immigré peut-être expulsé pour «trouble à l'ordre public». Or, les juristes l'attestent, il n'y a pas de notion plus vague. Une altercation réelle ou prétendue avec un de ces flics raciste dans le métro peut-être considérée comme «une atteinte à l'ordre public». Cela en soi est évidemment inacceptable. Mais le flou de la menace ne doit pas nous faire douter une seconde que ces lois prévoient également qu'un ouvrier immigré connu par exemple pour ses activités syndicales de classe pourra aussi tomber sous le coup d'une mesure d'expulsion. Et qui peut affirmer sérieusement que si cette loi passe les préfets ne seront pas tentés d'agiter une mence d'expulsion contre tous les ouvriers étrangers participant à un mouvement revendicatif avec trop de détermination ? Cette situation aurait une conséquence tangible pour une bonne partie de la classe ouvrière. Partout où il y a des immigrés en nombre significatif la lutte serait mille fois plus difficile. Comment lutter à Renault-Flins sans la participation des immigrés ? Cela n'a même aucun sens !

UN MEMBRE DU COMITE DE COORDINATION MENACE D'EXPULSION

Rachid Kanouté, résident du foyer Sonacotra d'Ivry et membre du comité de coordination des foyers en lutte passait ce lundi devant la commission d'expulsion du tribunal de Créteil. Il est menacé d'expulsion pour son activité dans le mouvement de lutte des foyers.

EN DIVISANT LA CLASSE OUVRIERE...

Ce qui est en cause dans ces lois ce n'est pas simplement leur caractère raciste, discriminatoire mais aussi le fait qu'en divisant la classe ouvrière elles l'attaque toute entière. C'est une raison amplement suffisante pour que massivement les travailleurs de toute nationalité se retrouvent à Garges samedi prochain.

Mais, il y a encore une autre raison pour cela. Depuis 5 ans on le sait les résidents des foyers Sonacotra mènent une lutte courageuse et déterminée pour :

— Le départ des gérants racistes.

— La baisse de 100 F des loyers.

— La supression du réglement intérieur.

— La reconnaissance du comité de coordination.

Or, depuis plusieurs mois les expulsions des foyers multiplient l'une d'entre-elles, l'expulsion et la fermeture du foyer de Garges a pris valeur de symbole. Les résidents de cette petite ville du Val-d'Oise campant depuis le 22 juin au pied de leur foyer. Cela fait 3 mois. L'hiver arrive. Vont-ils le passer aussi dans le froid et l'humidité à la merci des intempéries ? La réponse à cette question dépend en partie de l'ampleur du rassemblement de samedi. Si celui-ci apparait comme une vague de fond, comme une vaste protestation ouvrière et populaire, Sonacotra et gouvernement ne pourront pas ne pas en tenir compte. En tout état de cause cela renforcera la détermination des résidents à Garges et partout à poursuivre la lutte.

François MARCHADIER

— CONTRE LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU
— POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS DES RESIDENTS EN LUTTE
— POUR LA REINTEGRATION DES RESIDENTS DE GARGES DANS LEUR FOYER

TOUS A GARGES SAMEDI 29 DES 14 H.

Nettoyeurs du métro

Fort du soutien des travailleurs «le comité des 12» fait reculer la RATP

Des menaces de licenciement pèsent en effet sur les ouvriers des 12 sociétés différentes auxquelles la RATP sous-traite le nettoyage des couloirs et des stations. 10 % des effectifs pourraient être ainsi visés. A la RATP aussi l'heure est aux économies. Comme il est apparemment hors de question de diminuer le poste «contrôleurs volants» la direction s'en prend au poste «nettoyage» dans le budget. Ainsi il aurait été annoncé aux sous-traitants de ne plus se tracasser à cause de la poussière qui recouvrirait les plaques d'inox et les différentes vitres. Une syndicaliste CFDT affirme que la RATP *«fait le choix d'un métro sale»*. Ces menaces sur l'emploi ne sont pas le seul sujet de mécontentement des nettoyeurs presque tous immigrés et de 5 à 6 nationalités différentes. Il arrive en effet, nous explique un délégué algérien que *«l'entreprise pour laquelle je travaille facture à la RATP le travail de 8 personnes, mais en fait il y en a que 6 sur le chantier. Le plus grave* explique t-il *c'est que les 6 présents doivent faire le travail de leur deux camarades présumés...»* C'est semble-t-il en particulier les nettoyeurs qui prolongent leurs vacances au pays, d'un congé sans solde qui font ainsi partie des effectifs fantômes...

RECUL PROVISOIRE DE LA RATP

Au niveau des licenciements donc, «le comité des 12» regroupant les délégués des douze entreprises a obtenu que la RATP ajourne son projet de licenciements sous la menace d'une grève à partir du 26. La RATP n'a pas cherché l'épreuve de force sans doute parce qu'elle redoute la détermination des immigrés qu'elle fait travailler. Rappelons la longue grève des nettoyeurs en juin 77 et au printemps dernier, et aussi les presque trois mois de grève des ouvriers creusant la prolongation du RER.

A l'unanimité moins deux voix l'AG de samedi soir décidait donc de retirer le mot d'ordre de grève. Toutefois comme le déclarait un orateur *«nous nous tenons prêt pour la prochaine offensive de la Régie»*. D'autant plus que celle-ci persiste à demander aux sous-traitants de ne pas remplacer démissions et mises à la retraite.

F.M.

Plusieurs milliers d'employés du commerce dans la rue vendredi

«Nous voulons notre dimanche»

Ils étaient 3 000 le 5 septembre devant le printemps Hausmann, à Paris, 8 000 deux jours plus tard devant le Ministère du Commerce et 25 000 selon les syndicats vendredi. Sur une banderole on pouvait lire «nous voulons notre dimanche, pour nous détendre et pour nous aimer». Les grands magasins de la région parisienne ont activement participés aux débrayages. On constate par ailleurs une extension du mouvement dans plusieurs grandes villes de province.

A Nancy, la mairie UDF a été occupée par les employés de trois «Rond Point». Des débrayages ont eu lieu en particulier dans les Nouvelles Galerie de Strasbourg, Toulouse et Lyon.

Cette mobilisation ne laisse pas les patrons de grands magasins indifférents. Sans trop espérer être cru ils ont quand même déclarés que si le projet de loi du groupe giscardien à l'Assemblée nationale était voté ils ne l'appliqueraient pas...

Les employés du commerce préfèrent, pour plus de sûreté, que le projet de loi ne soit pas déposé. C'est probablement dans cette perspective que les différentes fédérations syndicales engagées dans la lutte se rencontreront vendredi. La CGT pour sa part a proposé une journée d'action...

• Contre les contrats temporaires

Afin d'obtenir l'embauche définitive des travailleurs sous contrats temporaires (près de 10 % des effectifs).

Afin de garder les avantages acquis remis en cause par la direction notamment la suppression du travail de nuit le samedi, les travailleurs de Plastic Omnium à Langres (Haute-Marne) ont à nouveau débrayés en fin de semaine dernière.

• Pas de DNA en kiosque samedi

Samedi le principal quotidien régional du Bas-Rhin *les Dernières Nouvelles d'Alsace* n'ont pas parues. Le syndicat CGT du livre appelait à un débrayage de 24 heures pour amener la direction à ouvrir des négociations *«sur les salaires et les carrières»*.

• Dunlop-Monluçon : interruption de la grève

Après une vingtaine de jours de grève les ouvriers cuiseurs de l'atelier pneumatiques poids lourds de chez Dunlop-Montluçon dans l'Allier ont obtenu l'ouverture de négociations sur leurs principales revendications à savoir :

— Passage des OS en P1.

— Suppression des pénalisations de retard.

— Suppression du projet de supprimer un emploi par équipe.

• Cofem de Brive : le patron doit reculer davantage encore

Déjà 3 semaines de grève avec occupation à la COFEM de Brive. Chassés par les flics, les ouvriers ont réoccupés leur entreprise dès que les uniformes ont évacués le terrain. Ils entendent ainsi s'opposer à 39 licenciements. Croyant les apaiser, la direction a ramené le nombre des victimes à 25 dont 15 sans délai. Les grévistes veulent imposer un recul encore plus important à leur patron.

POLITIQUE

• Sondage sur l'horizon 89

Le Figaro-Dimanche publie un sondage SOFRES sur l'image que se fait «l'opinion» de la situation dans une dizaine d'années. Sur les questions économiques, le pessimisme semble être de rigueur : 47 % des personnes interrogées s'attendent à ce que leur pouvoir d'achat soit plus bas dans dix ans qu'aujourd'hui (28 % pensent qu'il sera égal et 19 % supérieur). 42 % pensent qu'il y aura davantage de chômeurs (29 % autant, 22 % moins). 60 % des personnes interrogées estiment que dans dix ans, la durée moyenne du travail sera comprise entre 35 et 40 heures. 50 % pensent que le PS sera la force politique dominante à cette époque (10 % le PCF, 12 % l'UDF, 9 % le RPR). Enfin, 8 % estiment très probable et 33 % assez probable une guerre mondiale dans les dix années à venir.

• Ouverture de la session de l'Assemblée européenne

Ce lundi s'est ouverte à Strasbourg la session de l'Assemblée européenne. A l'ordre du jour figure notamment une question orale sur la politique commune dans l'industrie d'armements. Un ancien ministre ouest-allemand de la Défense, Kai-Uwe von Hassel, demande si la commission de Bruxelles envisage de s'entendre avec l'OTAN à ce sujet. L'inscription de cette question à l'ordre du jour a été vivement critiquée par le PCF et le RPR.

A la veille de l'ouverture de cette session, la présidente du Parlement, Simone Veil, a estimé, dans une interview, qu'il était peu probable que le Parlement européen fixe définitivement son siège à Strasbourg. Elle-même a établi son cabinet à Luxembourg.

• Le serpent de mer du centre gauche

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, Jean-Pierre Prouteau, vient de (re)lancer l'idée de la constitution d'un *«parti autonome de centre gauche»*, qui, outre les clubs «République et Démocratie», fondés par ledit Prouteau, et le parti radical valoisien, tendrait à se concilier une partie des socialistes. Il aspire à regrouper 2 millions de voix autour de ce projet, qui commence à sentir le rance.

• Radio Fil Bleu : un giscardien porte plainte contre son parti

L'affaire de Radio Fil Bleu, la radio giscardienne qui avait émis de Montpellier en mai 1978, rebondit.

Son animateur, François Chassaing, vient en effet de porter plainte... contre Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain. Chassaing, membre lui aussi du PR, estime que son parti était favorable aux radios libres il y a quelques temps, et a changé de position *«sans consultation du conseil général, et donc en violation des statuts»*. D'où la plainte déposée devant le tribunal de grande instance de Montpellier. Rappelons que l'autre initiateur de Radio Fil Bleu, Delmas, est aujourd'hui secrétaire d'Etat dans le gouvernement Barre.

Nom (en capitales) .....
Prénom .....
Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Mode de versement : —en une fois☐ —en trois fois☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU 470 compte n° 668 J

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Comité central du RPR

CHIRAC NE JOUERA PLUS L'«AGITE»

La réunion du CC du RPR de ce dimanche a examiné les modalités de l'action du RPR dans les mois qui viennent, dans la perspective de l'élection présidentielle. Plusieurs conclusions s'imposent : c'en est fini de la politique des grandes déclarations antigouvernementales suivies de capitulations sans condition. Le RPR continuera, certes, à clamer son originalité face à la politique de Barre, mais sans recourir désormais à des initiatives spectaculaires. Le rapport présenté sur la politique économique rejette l'idée giscardienne de «croissance douce». Dans la propagande du RPR, l'intervention personnelle de Chirac sera plus rare : selon une formule de l'ancien ministre André Fanton, il s'agit d'éviter à Chirac de *«se perdre dans le quotidien et s'user dans des escarmouches mineures, car il en perdrait vite son autorité»*.

Enfin, le RPR tentera de raffermir ses liens avec les plus critiques de ses membres, ainsi qu'avec les mouvements gaullistes non membres du RPR. Pour accroître l'unité du mouvement, des «décisions importantes» seront annoncées en octobre.

Trois mois après les élections européennes, et le score médiocre qu'y avait réalisé le RPR, le mouvement se trouve confronté à un sérieux problème de crédibilité. Le constat d'échec aux élections du 10 juin (16,5 % des voix) amène ses dirigeants à s'interroger sur l'avenir politique du mouvement. Manifestement, la politique suivie par Chirac n'a pas produit les résultats escomptés : les vigoureux et périodiques coups de gueule et autres «mises en garde» contre la politique gouvernementale, suivis d'un complet applatissement au niveau des votes à l'Assemblée nationale n'ont pas contribué à améliorer l'image de marque du RPR auprès de l'électorat. C'est du moins ce qui ressort du baromètre, d'ailleurs faussé, mais dont on tient compte quand même, du vote du 10 juin.

Cette tactique ayant échoué, il convient, pour le RPR, de *«prendre un nouveau départ»*, selon les termes de Labbé. Cette révision de la tactique porte essentiellement sur les rapports avec le gouvernement. L'échec de la politique suivie jusqu'à présent étant patent et la «politique du pire» (renverser le gouvernement) ayant été explicitement rejetée, il reste au RPR à envisager sous une autre forme les distances qu'il prend vis-à-vis du gouvernement. Désormais, les tonitruantes prises de positions de Chirac ne sont plus de mise. Le chef du RPR se fera plus discret, ce qui pourrait enrayer la baisse de son image de marque. Il lui reste à se réserver pour réapparaître pour les élections présidentielles.

En attendant — et l'attente sera encore longue — le RPR doit, à toute force, continuer à se démarquer de la politique gouvernementale. Depuis deux ans, il ne cesse de réclamer une relance des investissements comme remède contre le chômage. Mais sa position n'était pas explicitée de façon détaillée : elle servait comme thème d'agitation électorale sans qu'une grande précision soit donnée au projet. Le rapport de Jean Méo devant le comité central du RPR constitue une tentative pour donner consistance à ce thème plutôt vague.

L'état-major du RPR est enfin préoccupé par des problèmes internes : il est impératif pour lui de tenter de rallier ceux de ses membres qui sont séduits par les sirènes de l'Elysée. Le CC de ce dimanche a aussi fait des offres de dialogue aux éléments qui ont pris des distances par rapport à Chirac. Là aussi, l'horizon des élections présidentielles concourt fortement à cette révision d'un style de direction plutôt marqué jusqu'à présent par les anathèmes du chef et les mises à l'écart de ceux qui ne filaient pas droit.

François NOLET

Marchais au *Club de la presse*

Du bon usage des agressions étrangères

La prestation de Marchais, dimanche soir au club de la presse, aura surtout marqué par ses propos de politique extérieure. Après une affirmation de caractère général sur le principe de la non-ingérence mutuelle des pays dans leurs affaires intérieures, on remarqua un soudain embarras pour parler de la situation au Cambodge. M. Marchais reconnut — enfin — que le Vietnam s'était ingéré dans les affaires intérieures du Cambodge, ce qui change un peu des fables sur le «soulèvement populaire» colportées par le PCF à l'époque de l'agression vietnamienne contre ce pays. Mais pour Marchais, il convenait tout de même de justifier cette intervention en des termes emberlificotés sur *«une situation extrêmement complexe qui, dans une certaine mesure, justifie»* cette agression. La doctrine de la souveraineté limitée a donc des adeptes, même s'ils se sentent contraints d'y mettre les formes, en souhaitant, par exemple que l'occupation militaire du Cambodge ne se poursuive pas trop. Mais bien entendu, il a condamné le récent vote de l'ONU qui confirme la représentation du Cambodge par le gouvernement Pol Pot, affirmant que *«les pays socialistes qui avaient voté cette résolution s'étaient déshonorés»*.

Sur les problèmes de politique intérieure, outre la polémique previsible avec Estier, on notera une petite précision sur la notion «d'union à la base» : presse de questions, Marchais a admis que, dans certains cas, il pouvait y avoir des rencontres locales entre militants du PS et du PCF, à condition qu'ils ne s'agisse pas de publier seulement des déclarations.

• Remaniement à la direction de *L'Humanité*

Quatre mois après le 23e congrès, le PCF vient de modifier (un peu) le système de direction de son organe central. Roland Leroy reste, bien sûr, directeur de *L'Humanité*, mais il a maintenant deux adjoints : Andrieu, qui cumule son nouveau poste de directeur adjoint avec celui de rédacteur en chef, et François Hilsum, membre du CC, ancien secrétaire fédéral. La raison essentielle de ce remaniement vient du départ de Francette Lazard, ancienne rédactrice en chef. Elue au bureau politique, celle-ci s'est vue confier la tâche d'organiser la fusion du «Centre d'étude et de recherche marxiste» et de l'institut M. Thorez.

CFDT et CGT révèlent

DES FISSURES DANS LES REACTEURS NUCLEAIRES

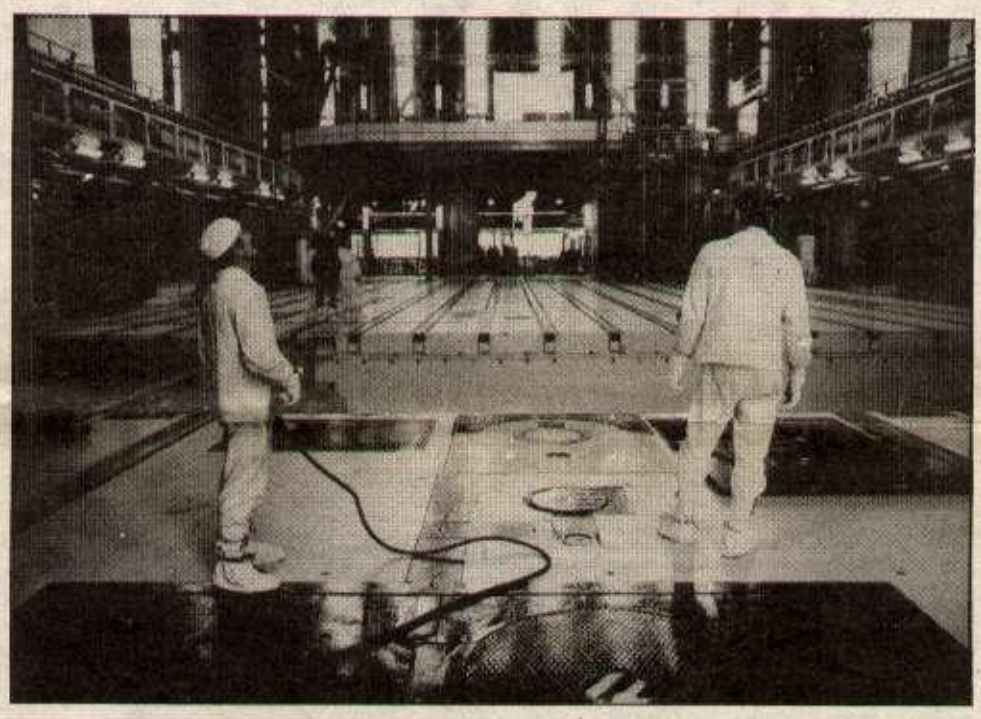
Des fissures dans plusieurs pièces essentielles des réacteurs nucléaires à eau pressurisée fabriqués en ce moment par Framatome et Empain, c'est ce qu'ont révélé simultanément la CFDT et la CGT. Du côté d'EDF, on ne dément pas. Non, on reconnaît l'existence de telles fissures, mais on minimise l'importance des conséquences possibles : on parle de *«quelques défauts superficiels de très faibles dimensions situés dans les pièces de raccordement de tuyauterie aux cuves des réacteurs, sous le revêtement en acier inoxydable* (...) *Compte tenu des éléments d'appréciation d'ores et déjà rassemblés, EDF considère que les défauts détectés ne présentent pas de risques pour l'exploitation des centrales»*. Etonnant. Il y a pourtant un an que la direction d'EDF est au courant de ces défauts, et elle attend les révélations syndicales pour dire... qu'il n'y a pas péril en la demeure, et que la politique du tout nucléaire va continuer comme devant...

Les syndicalistes ont eu pas mal de difficultés à réunir toutes les informations nécessaires. *«Mais les informations qui nous parvenaient ça et là allaient toutes dans le même sens : les défauts de fabrication que l'on nous signalait étaient depuis quelques temps plus graves que d'habitude, et surtout, ils survenaient à des endroits totalement inattendus»* indiquait la CFDT.

Où surviennent donc ces fissures, quelle est leur importance? En 1978, des fissures étaient constatées sur les plaques tubulaires des générateurs de vapeur. Ce sont les ouvriers de l'usine Framatome de Chalon qui avaient fait cette découverte. C'est au cours d'une opération de soudure, à l'intérieur du générateur, d'une couche d'alliage métallique anti-corrosion, que ces fissures sont apparues. Elles ont de 7 à 8 mm de longueur, sur 6 cm de profondeur. Au regard des 50 cm d'épaisseur de la pièce, cela peut sembler bénin. Mais on peut s'interroger sur l'évolution possible de ces fissures...

Cette première découverte devait en entraîner d'autres, au fil des contrôles devenus systématiques. Il y a quelques mois, on trouvait des fissures dans les tubulures des réacteurs. Or ces pièces permettent la circulation de l'eau autour du réacteur, et en même temps, supportent le réacteur : 400 tonnes sur des pièces fissurées ! Est-il complètement stupide de penser que ces pièces puissent se rompre ? Pourquoi la centrale belge de Tihange a-t-elle été arrêtée un mois, pour des fissures de quelques dixièmes de millimètres.

Que va faire EDF ? Va-t-il monter comme prévu les réacteurs de Tricastin 1, Gravelines 1 et Dampierre 1? Va-t-il monter le réacteur de Tricastin 2, dont on sait avec certitude qu'il est fissuré? Les déclarations d'EDF tout de suite après les révélations syndicales laissent craindre le pire.



APRES L'ASSASSINAT DE PIERRE GOLDMAN

«Le meurtre de Pierre Goldman est un crime, comme tous les crimes, il doit être poursuivi et réprimé. Tout sera fait pour déférer ses assassins à la justice». C'est ce qu'a déclaré le garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, au journal *France Soir*. Est-ce parce que les policiers ont un signalement très précis des tueurs que le ministre fait de telles déclarations ? Des dizaines d'assassinats , ceux de Curiel, de Laid Sebai, pour ne citer que les plus récents, sont en effet restés impunis. C'était pourtant des «crimes», comme dit Peyrefitte.

Les enquêteurs disposent désormais de plusieurs éléments. D'abord, le signalement des tueurs éventuels, donné par des policiers qui surveillaient la préparation d'un coup possible par des truands, sur les lieux mêmes du crime, place de l'abbé Hénocque. Ces policiers ont repéré deux jeunes hommes, qui ne correspondaient pas au signalement des truands qu'ils surveillaient, mais qui avaient un comportement bizarre. Ils prétendent être capables de les reconnaître.

Autres éléments donnés par l'autopsie. Sur le corps de Pierre Goldman, on a relevé neuf impacts de balles provenant d'au moins deux armes, de calibre différent. L'expertise balistique indique qu'aucune des deux armes n'aurait servi lors d'un précédent attentat ou crime connus.

Le commissaire Leclerc, qui remplace depuis vendredi le commissaire Ottavioli à la tête de la Brigade criminelle, disposerait donc de pistes sérieuses, qui semblent s'orienter vers les milieux d'extrême droite.

Vendredi soir, la manifestation appelée après l'assassinat de Pierre Goldman a rassemblé plusieurs milliers de personnes, entre l'endroit où les tueurs l'ont abattu et Denfert Rochereau. Samedi après midi, la Fédération des radios libres et les radios libres parisiennes ont organisé une émission publique et en direct, pour protester contre l'assassinat de Goldman.

• Reims : un quatrième lycée en grève pour les effectifs

Après les lycées Jean Jaurès, Libergier et Clémenceau, le lycée Roosevelt s'est également mis en grève, contre la surcharge des effectifs dans certaines classes du second cycle. L'Assemblée Générale a décidé de reconduire le mouvement pour les autres établissements, jusqu'en début de semaine.

• La lutte des M.A. à Strasbourg

Dans l'académie de Strasbourg, plus de 400 maîtres-auxiliaires sont toujours au chômage, et 300 n'ont qu'un demi-poste. La Commission intersyndicale pour le réemploi et la titularisation des Auxiliaires se réunit chaque jour, soit en permanence, soit en A.G. pour sensibiliser les collègues et titulaires et pour coordonner les actions : manifestation au rectorat, «accueil» de l'inspecteur d'Académie, devant le collège, délégation à FR 3. Par groupe de deux ou trois, des M.A. chômeurs vont dans des établissements pour parler aux collègues du chômage organisé et du rôle réel du redéploiement. Mercredi après-midi, lors d'une A.G., les profs ont appris la visite prévue pour jeudi de Beullac. L'appel au débrayage a été bien suivi, si l'on tient compte des délais imposés, puisque ce sont 5 à 600 personnes qui se sont retrouvés devant le lycée International, pour aller ensuite en ville manifester leur hostilité. Les cordons de CRS ont évité à Beullac d'entendre leur slogans.

Pour la Commission M.A., il s'agit maintenant d'associer le plus grand nombre de profs, chômeurs ou non, à son travail. L'effort d'information est également dirigé vers les élèves et les parents. D'autre part, le désir d'un contact avec les Comités M.A. d'autres académies, ainsi qu'une impulsion syndicale nationale autre que symbolique sont très souvent exprimés.

Correspondant STRASBOURG

• Paris : LEP Louis Armand en grève

Les enseignants du LEP Louis Armand sont en grève depuis le vendredi 21 septembre. Ils protestent contre le licenciement de 6 maîtres auxilaires, le licenciement de deux maîtres de demi-pension, et le non remplacement de trois agents de service. Ils protestent de façon générale contre le licenciement massif de plusieurs milliers de maîtres auxilaires et l'arrêt des mesures de titularisation. Cette grève est un premier avertissement.

les enseignants grévistes du LEP Louis Armand

L'école maternelle de la rue Rampal occupée

Depuis la rentrée, l'école maternelle de la rue Rampal à Paris 19e est occupée par les parents, pour exiger la nomination de maîtres (2 postes de maîtres et un de directeur), et un maximum de 30 enfants par classe. Les parents et les associations regroupées dans le comité de soutien à Rampal appelaient à une manifestation devant le rectorat, ce lundi matin, au moment de la commission paritaire.

• Pays Bigouden : la guerre de la langoustine s'étend

Les langoustiniers de Douarnenez, Concarneau, les Sables d'Olonne, Lorient, Etables-sur-Mer, sont désormais en grève. Tous les navires hauturiers et côtiers de la côte bigoudine se sont joints au mouvement. A l'origine de cette colère, l'arraisonnement par les autorités anglaises de deux bateaux de pêcheurs bigoudens qui utilisaient des filets au maillage traditionnel, alors que les anglais utilisent un maillage plus gros (55 à 60 millimètres contre 70 pour les anglais). Peu satisfaits par les promesses du ministre des Transports, Joël Le Theule, qui annonce des dédommagements, ils ont occupé en fin de semaine les bureaux de l'inspection maritime de Guilvinec et la mairie de Pont L'Abbé. Ils exigent le maintien du statu quo.

• Annecy : deux CRS en prison pour brutalités

Le 30 août dernier, deux CRS stationnés à Annecy pour l'été effectuaient un contrôle d'indentité. Opération devenue courante ; mais il se trouve que Michel Chesnais, jeune chômeur sans ressource, ne leur revenait pas. L'un des CRS n'hésitera pas à dire qu'il *«lui sortait de la tête»*. Le 30 août, les CRS n'en étaient pas à leur premier contrôle de l'identité du jeune homme. Ce jour-là, ils décidèrent de lui *«faire faire de la marche à pied»*. Au retour de ce voyage, le jeune homme était couvert de bleus. Au cours du procès, le substitut du procureur de la République devait notamment relever dans le passé des CRS inculpés *«des signes annonciateurs de bavure»*. Un rapport d'un supérieur hiérarchique du CRS Astier indique que son comportement est *«souvent dicté par ses instincts et son jugement erroné»*. Les deux CRS ont été condamnés à deux et un an de prison, assortis de sursis pour partie.

SICOB 1979

Giscard a donc inauguré «son» Sicob vendredi dernier au palais du CNIT à la Défense. Signe de l'importance accordée à ce salon — le 30e du genre depuis 1952. Sa dernière visite remontant à 1965 alors qu'il n'était que ministre des finances.

La tenus de ce salon est particulièrement soignée. Tant du côté des journaux spécialisés qui tous sans exception ont publié un Spécial-Sicob, que du côté des grands médias «chargés» indirectement de faire passer la «lueur informatique» dans la tête du public encore bien souvent ignorant de ce que recouvre exactement l'informatique.

Mais plus qu'à l'informatique seulement, ce salon est consacré à deux domaines d'application appelés à connaître une extension considérable dans les années à venir : la Bureautique et la Télématique. L'enjeu, lui, est unique, Giscard l'a rappelé dans son discours inaugural consacré au «dynamisme de l'industrie informatique française» ; accélérer l'application tout azimut de l'informatique — l'informatisation de la société française — afin de permettre à cette industrie de prendre les devants sur ses concurrents impérialistes. Ce qui suppose en premier lieu l'existence d'un marché national très développé comme support à l'exportation. Nous abordons aujourd'hui la question de la bureautique avant de revenir plus longuement la semaine prochaine sur les autres aspects du Sicob.

LE SPECTACLE DANS LES BUREAUX

Ce qui a été le plus mis à l'honneur autour de ce salon - l'annuaire téléphonique et l'expérience teletel à Velizy - ne recouvre en réalité qu'une partie très infime de Sicob ; deux ou trois stands sur le millier d'exposants. Par contre, le bureautique envahit plus de la moitié et c'est bien vers cela que se dirigent en premier les professionnels (plus de 50% des visiteurs du CNIT).

Qu'est-ce que la bureautique ? Ce que certains appelent à tort ou non la «bureaucratique» n'est rien d'autre que la transformation du travail du bureau à partir de la pénétration de l'informatique dans ces activités.

Le salon du mobilier

En premier lieu, ou comme conséquence logique, le mobilier lui-même représente le quart de l'exposition. La technique venant bouleverser le bureau, l'ergonome a fort à faire pour trouver des sièges et des tables qui aménagent cet ensemble de façon rationnelle. Le souci est double : améliorer les conditions de travail ou plutôt les concevoir de telle sorte que la secrétaire, face à sa console lumineuse, n'éprouve pas le besoin de se lever tous les quarts d'heure pour échapper à sa tâche fastidieuse. Dans ce domaine, les sièges sont l'objet d'attentions particulières : formes découpées selon la rationalité des mouvements du corps, amortisseurs en tous genres, etc. A quand le siège éjectable des futurs licenciés du tertiaire !

L'importance du choix du décor est tout autant à l'étude chez les maîtres d'œuvre de la bureautique qui n'hésitent pas à utiliser les services de sociologues. Une histoire bien connue traîne dans toutes les revues spécialisées. Ayant à effectuer des tests sur l'influence des couleurs sur la productivité des travailleurs, des sociologues américains finirent par découvrir que ce qui stimulait le plus les employés n'était pas la couleur retenue, mais le fait qu'on s'occupe d'eux !

Giscard au SICOB

Les nouvelles machines

Cet aspect bien compris de tous conduit à ce qui est l'objet de si tendres considérations : les machines de bureau proprement dite, qu'elles s'appellent «traitement de textes», duplication, machine à dicter, la méthode unique consiste à introduire partout où c'est possible le traitement par informatique des opérations de secrétariat. A ce niveau, le gros ordinateur ne rentre pas en jeu. C'est davantage l'association d'un micro-ordinateur et d'une imprimante qui est utilisée pour démultiplier l'activité d'une même secrétaire, supprimer les tâches répétitives.. que la machine peut effectuer, ce qui risque de rendre tout aussi répétitif le travail de la secrétaire... mais à un niveau plus rentable pour son patron.

Un exemple : une machine de cette catégorie permet d'enregistrer sur des disquettes un nombre très élevé d'informations diverses — lettres toutes faites, formules de politesse, fichier de clients, etc qui apparaissent sur le clavier de la secrétaire quand elle en a besoin, s'additionnent à la lettre qu'elle frappe sur l'écran. La lettre finie, corrigée, personnalisée au besoin, est automatiquement imprimée sur une machine à côté au nombre d'exemplaires qu'elle veut. Son coût : 20 à 30 000 francs (nouveaux). L'important pour les patrons, c'est que l'évolution est à la baisse des prix grâce au progrès technologique, tandis que les salaires ne suivent pas la même pente.

Depuis l'invention de la machine à écrire en 1873, le nombre de secrétraires, dactylos est passé à 800 000, il se pourrait qu'on assiste à certains changements brusques dans les années à venir même si les opérations «tertiaires» ne cessent de croître dans le système capitaliste.

Mais la bureautique embrasse de nombreuses autres activités. Certaines ne sont pas liées à l'ordinateur, mais connaissent des progrès fantastiques grâce à l'application de l'électronique comme dans le cas de la photocomposition, de la duplication fort bien représentée au salon. Avec 27 milliards de copies par an, l'évolution dans ce domaine tient à la forte régression des duplicateurs à encre et à alcool - excepté l'offset — compensé par l'explosion des copieurs sur papier ordinaire qui représentent déjà 30% du Parc et 85% des copies effectuées.

D'autres nouveautés non moins spectaculaires font davantage appel à l'informatique sans nécessiter cependant de gros matériels. C'est ce qu'on appelle la micro-informatique distinct de la mini-informatique et dont l'évolution devrait être beaucoup plus rapide que celle des gros ordinateurs.

Ainsi dans le domaine du dessin industriel, le Sicob présente des machines tout à la fois simples et sophistiquées remplaçant la traditionnelle planche à dessin par un clavier, un écran et une reproduiseuse automatique.

Un exemple désormais connu est celui de la Poire — la R 14 — entièrement conçue et dessinée à partir d'un ordinateur et d'une machine reprographique. L'ordinateur programmé établit lui-même le dessin, sous toutes ses dimensions dès l'instant où on a établi sur le clavier certaines indications de résistance des matériaux, d'aérodynamisme, etc... Les applications sont multiples : depuis le traditionnel circuit intégré, à l'automobile, en passant par tous les bureaux d'étude comme ceux des architectes...

Plus que les peintres graphistes (le système n'est pas en couleur), les dessinateurs industriels dont le nombre s'était fortement accru ces dernières années commencent à s'inquiéter. Car là encore, l'anarchie du système conduit à chercher le remplacement et non l'adaptation progressive. Combien d'écoles de dessin industriel sont équipées de ces appareils appelés à transformer leurs conditions de travail ?

La seule bureautique rend la visite du Sicob très intéressante pour tous ceux qui s'intéressent aux conditions de travail dans les bureaux. Si d'importantes modifications avaient déjà vu le jour avec les machines à écrire électronique, l'avenir semble en réserver beaucoup plus encore. Il n'est pas inutile de faire la part des choses entre ce qui est utile pour les travailleurs de ce secteur et ce contre quoi les employés de toutes catégories auront à se battre contre l'intensification de leur travail

Une certaine discrétion

Une question tout de même : Pourquoi est-il fait aussi peu de publicité auprès du public (comparativement à Télétel par exemple) ? Giscard lui-même en a bien peu parlé dans son discours alors que les journaux patronaux (comme *Usine nouvelle*) n'hésitent pas à en publier des dossiers entiers. C'est que dans ce domaine, la domination des firmes étrangères y est quasi totale. Les grands noms s'appelent Rank Kerox, IBM ou bien Olivetti. Les entreprises françaises se contentant bien souvent de reproduire les modèles de ces super-grands. Evidemment, comme grande ambition pour la France, il y a là moins matière à cocoricoter. D'autant plus qu'on ne tient pas trop à éveiller l'attention des «futurs tertiaires».

CENTRAFRIQUE: POURQUOI L'INTERVENTION FRANÇAISE ?

Manifestations populaires à Bangui

Ainsi, Bokassa, le pantin sanglant dont la mégalomanie n'avait d'égale que la cruauté, n'a plus eu recours au titre d'empereur qu'il s'était donné, mais à celui d'adjudant des troupes coloniales françaises pour tenter de sauver sa peau. Mais l'impérialisme français qui l'a protégé pendant des années, le rejette désormais totalement, pour tenter de faire oublier ses responsabilités dans les souffrances du peuple centrafricain.

Dès dimanche, des jeunes et des travailleurs centrafricains ont manifesté dans les rues de la capitale Bangui, quadrillées par un millier de paras français. Les manifestants ont détruit tous les symboles du régime détesté de l'empire. Ils ont aussi exigé une épuration réelle des politiciens complices de Bokassa. Cette mobilisation populaire démontre que les Centrafricains ne sont pas prêts à laisser l'impérialisme français régler leurs propres affaires. Bokassa est tombé, mais la lutte pour la liberté et l'indépendance continue.

Après le renversement de Bokassa remplacé par son ancien conseiller Dacko avec l'appui des troupes françaises, il faut revenir sur les circonstances du coup d'Etat et le rôle qu'y a joué l'impérialisme français.

La thèse officielle selon laquelle le gouvernement français aurait envoyé plusieurs centaines de paras français à la demande de Dacko, une fois le coup d'Etat réalisé, ne tient pas. Selon certains témoignages, on aurait aperçu des avions français sur l'aéroport de Bangui bien avant l'heure (23 h 55) où le nouveau président a pris la parole à la radio. De toute façon, même en arrivant «aux premières heures de la matinée» depuis Libreville (Gabon) il fallait que l'armée française soit prévenue au moins vingt quatre heures avant : une telle opération ne s'improvise pas. D'autres indices sont à examiner : il est pour le moins troublant qu'un ancien ambassadeur à Bangui, M. de Schonem se soit décidé à publier, sur une page entière un «témoignage» dénonçant Bokassa précisément dans *«Le Monde»* du jeudi après-midi quelques heures avant le coup d'Etat...

UN VIEL «AMI DE LA FRANCE»

Il est vrai que, depuis la conférence de Kigali, où Giscard avait refusé de rencontrer Bokassa et surtout depuis les résultats de la commission d'enquête africaine sur les massacres d'enfants par le dictateur, le gouvernement français avait décidé de lâcher Bokassa et de préparer sa succession en douceur. En appuyant ouvertement le coup d'Etat qui le renverse, l'impérialisme français tente de défendre son influence en Centrafrique et aussi de faire oublier que pendant douze ans il a soutenu une politique de tyrannie, de vols et de massacres, alors qu'il feint hypocritement de la découvrir aujourd'hui.

En fait, tant que Bokassa réussissait, qu'il étouffait toute vie politique, toutes liberté et que ses crimes n'étaient pas révélés, l'impérialisme français ne faisait pas le dégoûté. Les différents gouvernements de la Ve République ont toujours gardé de bonnes relations avec le dictateur, satisfaisant ses caprices les plus extravagants ; ce qui passait avant tout, c'était l'exploitation des richesses centrafricaines : café, coton, mais aussi diamants et uranium. D'autant plus que les USA et l'URSS multipliaient les tentatives pour s'implanter dans le pays.

COMMENT S'EN DEBARRASSER ?

Depuis le couronnement de l'«empereur» en décembre 1977, les choses s'étaient gâtées. En donnant un palais et un trône au mégalomane de Bangui, les stratèges de la Coopération espéraient s'en débarrasser : le premier ministre exercerait l'essentiel du pouvoir. Au contraire, la situation n'a cessé de s'aggraver : Bokassa continuait à puiser dans les caisses publiques pour ses dépenses somptuaires, le budget de l'Etat devait être renfloué directement par le trésor français. Dans une situation sociale de plus en plus tendue, les paysans abandonnaient ces cultures d'exportation, l'exploitation des gisements d'uranium était remise en cause. A part les amateurs de safaris (parmi lesquels des proches de Giscard) les investisseurs n'osaient plus opérer en Centrafrique d'autant plus qu'ils n'étaient pas non plus à l'abri des mesures arbitraires que pouvait prendre le dictateur (expulsions, arrestations, confiscations...).

La lutte des jeunes et des travailleurs de Bangui en février et avril 1979 a précipité les évènements : l'explosion du mécontentement populaire pouvait déboucher sur un processus incontrôlé par la France et des bouleversements sociaux imprévus. Aussi, le gouvernement français après avoir voulu cacher, puis minimiser les atrocités de Bokassa, a-t-il encouragé la création de la commission d'enquête des juristes africains. Celle-ci rendait en août un verdict dénonçant la participation du tyran aux massacres : c'est alors que Giscard (au nom des droits de l'homme !) retirait à Bokassa une partie de l'aide publique, suivie rapidement par les USA. Dès lors, le renversement de Bokassa n'était plus qu'une question de semaines.

Des boubous passés de mode

UNE INTERVENTION URGENTE

La raison officielle de l'intervention française de la semaine dernière était d'éviter un «affrontement sanglant» entre la garde de Bokassa et la population. En fait cette garde ne semble guère s'être manifestée. L'intervention des paras français n'était-elle pas bien plus destinée à éviter une insurrection populaire, ou une «déviation» du coup d'Etat prévu pour mettre au pouvoir Dacko. Ces derniers jours, la multiplication des prises de position des candidats au pouvoir, notamment l'ancien premier ministre Patasse et l'ancien ambassadeur Bangui rendaient le renversement du dictateur urgent. D'autre part, les appels de Bokassa en direction de la Libye et de l'URSS étaient préoccupants pour Giscard, d'autant plus que parallèlement une opposition prosoviétique s'organisait à l'intérieur du pays et au Congo, d'où elle pouvait aussi préparer un coup d'Etat.

DES PARAS LIBERATEURS ?

L'impérialisme français fait donc une bonne opération en présentant ses paras comme des libérateurs, alors que pendant douze ans il a soutenu sans scrupule le tyran. En même temps, organisant cette intervention avec l'accord de chefs d'Etat africains voisins, il tente de faire accepter à l'Afrique sa présence militaire de plus en plus rejetée. Bien que le renversement de Bokassa soit en fait le fruit de la lutte du peuple centrafricain, il faut imposer l'idée qu'aucun changement ne peut se faire sans la tutelle du «protecteur» français.

Cependant rien n'indique que la situation dans les mois à venir reste conforme aux vues de l'impérialisme français. Dacko apparaissait comme le candidat idéal : président de la République renversé par Bokassa, il peut incarner le retour à la République qui était un mot d'ordre des manifestations de février et d'avril au cours desquelles on détruisait tous les insignes officiels de l'«empire». Mais il ne faut pas oublier qu'il était aussi depuis plusieurs années le «conseiller personnel» de Bokassa, ce qui est pour le moins compromettant... Saura-t-il s'entendre avec ses riveaux pour former un «gouvernement d'union nationale» ?

RIEN N'EST REGLE

De plus, phénomène souvent observé, l'équipe gouvernementale mise en selle par l'intervention française peut très bien prendre d'autres orientations. L'URSS ne manque pas d'atouts dans le pays : elle a infiltré l'appareil d'Etat grâce à la coopération culturelle et militaire et dispose de partisans dans l'opposition. De son côté, Carter a mené une politique assez habile, condamnant le régime dès le couronnement de 1977 et se servant de l'exemple centrafricain pour discréditer le rôle de la France en Afrique : dans ces conditions, l'impérialisme US peut effectuer un retour en force, avec des moyens financiers que la France n'a pas.

L'avenir du nouveau régime est donc incertain. Car, de toute façon, le peuple centrafricain qui a versé son sang pour renverser Bokassa, ne se contentera certainement pas des promesses de quelques vieux politiciens et chevaux de retour sur la restauration de la démocratie. Dans sa lutte contre l'oppression et pour l'indépendance nationale, il sera amené à affronter l'impérialisme français et les superpuissances.

J.P. CHAMPAGNY

• USA: La chambre des députés refuse de ratifier le traité sur le canal de Panama

Vendredi, la Chambre des représentants américaine a refusé de ratifier le traité signé l'année dernière sur le canal de Panama. Ce vote, dont le Sénat avait accepté la ratification crée une situation complexe alors que le traité devrait entrer en vigueur le 1er octobre. Certains représentants mettaient en avant *«la défense de la propriété américaine»* pour justifier leur refus. Mais d'autres mettaient leur vote en relation avec la présence des troupes soviétiques à Cuba, déclarant : *«Avec des troupes soviétiques à Cuba, devons-nous en plus renoncer au canal de Panama?»*. Ce vote confirme la profondeur de la crise existant entre la Maison Blanche et le corps législatif américain. Il enlève de la crédibilité à la politique extérieure de Carter et à sa capacité de faire respecter ses engagements alors que sa campagne pour faire ratifier le traité SALT 2 par le Sénat reste difficile. Il semble que Carter se soit mis en colère contre les parlementaires démocrates, leur reprochant de ne jamais voter pour lui. Il les a menacés de ne pas soutenir aux élections ceux sur lesquels il ne peut pas compter. En sens inverse, ces parlementaires peuvent aussi ne pas le choisir comme candidat démocrate !

• Afghanistan. mouvement de troupes soviétiques près de la frontière

Une semaine après le coup d'Etat qui a renversé Taraki, on signale d'importants mouvements de troupes soviétiques près de la frontière entre les deux pays. Le département d'Etat américain a réagi en rappelant que les USA *«étaient opposés à toute intervention extérieure dans les affaires de l'Afghanistan»*.

D'autre part, le nouveau président Amin a lancé un appel aux rebelles en leur promettant l'amnistie. Il a déclaré que son gouvernement respecterait l'Islam et les religieux *«tant que leurs activités se confineraient dans les mosquées et l'enseignement de la religion et pourvu qu'ils soutiennent notre révolution»*. Un des dirigeants de la rébellion réfugié au Pakistan a répondu que cette offre d'amnistie n'était qu'un *«piège»*, ajoutant que le renforcement de la position d'Amin aboutissait en fait au renforcement de l'influence soviétique.

• Argentine : plus de 10 000 «disparus» selon la commission d'enquête

A l'issue de sa visite en Argentine, la commission d'enquête de l'Organisation des Etats Américains a rendu un rapport. Celui-ci déclarerait que le nombre des «disparus» est supeneur à dix mille, c'est-à-dire plus que ce qu'estimaient jusqu'ici les organisations humanitaires. C'est le moment qu'a choisi l'attaché militaire de l'ambassade de France, le colonel Le Guen pour faire à la presse une déclaration de soutien aux forces armées argentines *«dans le dur combat qui leur a été imposé par la subversion.*

Le Quai d'Orsay aurait décidé d'ouvrir une enquête sur cette déclaration.

le quotidien du peuple

LORRAINE : LA SONACOTRA EXPULSE 81 RESIDENTS

Le 18 septembre : 12 expulsions dans un foyer de Woippy près de Metz.

Le 19 : 69 résidents étaient expulsés du foyer de Florange près de Thionville.

Ainsi la Sonacotra a expulsé tous les résidents grévistes de ces deux foyers.

SUPPRESSION D'EMPLOIS A PARIS

Selon la mairie de Paris, 4 376 emplois ont été supprimés à Paris dans le premier semestre de 1979, à la suite de fermetures d'entreprises ou de compressions de personnel. 58 % des licenciements ont été effectués dans le secteur du bâtiment.

PTT : SEMAINE D'ACTION EN PREPARATION

Une semaine d'action et d'information sera organisée dans les PTT par la CGT et la CFDT du 1er au 6 octobre. Le but est de préparer «une grève d'ampleur nationale». Les revendications portent essentiellement sur les salaires et les 35 heures.

AOIP CHEZ SEGARD

300 travailleurs de l'AOIP (téléphonie) ont manifesté vendredi devant le secrétariat d'Etat aux PTT. Des licenciements massifs sont en préparation.

MEETING DE MGR LEFEBVRE

L'évêque dissident Lefebvre a célébré dimanche une messe pour fêter ses cinquante ans de sacerdoce. Il a préconisé une *«croisade»* contre le *«socialisme, le communisme»*, pour des candidats catholiques aux élections, et pour la famille chrétienne. Plusieurs milliers de personnes étaient présentes, venues de plusieurs pays d'Europe.

PAYS BASQUE : ATTENTAT

Dimanche, le gouverneur militaire de la province basque de Guipuzcoa a été abattu dans le centre de Saint-Sébastien. Les postes frontières ont immédiatement été fermés, et des barrages établis sur les routes de la province.

L'URSS ET L'ASIE DU SUD-EST

Les relations entre l'URSS et les pays de l'ASEAN qui sont tendues depuis l'invasion du Cambodge par l'armée de Hanoï, se trouvent remises à l'actualité par plusieurs visites officielles : celle du premier ministre malaisien à Moscou, celle de Kossyguine en Thaïlande et celle du premier ministre thaïlandais à Hanoï.

Au cours de la rencontre entre le premier ministre malaisien et Brejnev la semaine dernière, le dirigeant soviétique a appelé la Malaisie à *«s'opposer à la Chine, à «coopérer» avec le Vietnam et avec l'URSS.* Le dirigeant malaisien a répondu en rappelant la politique de neutralité des pays de l'ASEAN.

De sont côté, le gouvernement thaïlandais a annoncé simultanément la visite de Kossyguine et un voyage du premier ministre au Vietnam. Cette activité diplomatique survient alors que la Thaïlande continue à reconnaître et soutenir le gouvernement du Kampuchéa démocratique contre l'invasion vietnamienne ; le gouvernement thaïlandais dénonce également les menaces que font peser Moscou et Hanoï sur sa sécurité et son intégrité territoriale. Mais la Thaïlande, en même temps qu'elle est directement menacée par l'armée d'Hanoï, est invitée par Moscou à «coopérer» et à faire des concessions. C'est ainsi que l'URSS a demandé à la Thaïlande d'autoriser l'augmentation du nombre des survols d'avions russes pour le transport d'armes et de munitions pour l'armée vietnamienne du Cambodge. De même Brejnev a demandé à plusieurs pays de l'ASEAN des facilités navales pour la flotte russe.

Bien que dans l'ensemble, les pays de l'ASEAN s'opposent à l'intervention de la superpuissance soviétique dans cette région, leurs positions ne sont pas conséquentes. Il s'agit de régimes fragiles du fait de leur nature de classe, ne pouvant s'appuyer sur une réelle unité nationale et presque tous confrontés à des mouvements de libération ou à des rebellions. Etant donné cette vulnérabilité, certains dirigeants sont favorables à des concessions à l'égard de l'URSS. L'examen des suites de ces visites officielles permettra de dire dans quelle mesure les pressions soviétiques ont eu des résultats.

Zimbabwe : un accord entre maître et valet à la conférence de Londres

A la conférence de Londres sur le Zimbabwe (Rhodésie), l'évêque Muzorewa, chef du régime fantôche de Salisbury a annoncé, comme une chose extraordinaire, qu'il était arrivé à un accord avec le gouvernement britannique sur la Constitution du Zimbabwe. Il a demandé que, dans ces conditions, la Grande Bretagne lève les sanctions économiques contre son régime. En fait il n'y a rien d'étonnant que le régime Muzorewa soit d'accord avec l'impérialisme britannique. Le but de la conférence de Londres est en effet, pour le gouvernement de Thatcher, de parvenir à un accord-bidon sur la Constitution sans traiter du problème du transfert de pouvoir et de la période de transition. En se mettant d'accord avec Muzorewa sur une constitution donnant quelques petites retouches au régime actuel, les Britanniques pourraient reconnaître le régime rhodésien et exclure du règlement le Front Patriotique du Zimbabwe.

Mais le Front Patriotique, qui a imposé à l'ordre du jour la question du transfert du pouvoir, refuse de se laisser enfermer dans un débat sur la Constitution. Le problème véritable est de savoir comment organiser des élections libres au Zimbabwe et comment assurer la sécurité pendant la période transitoire précédant les élections. L'accord entre Muzorewa et la Grande-Bretagne est sans intérêt, ce n'est qu'un accord entre maître et valet. Rien ne sera réglé au Zimbabwe sans le Front Patriotique qui mène la guerre de guerilla contre le régime raciste de Salisbury.

J.P. C

ANGOLA

C'est le ministre de la Planification, Dos Santos, âgé de 37 ans, qui a été nommé à la fois président de la République et président du MPLA-Parti du Travail par le comité central de ce parti, prenant la succession d'Agostinho Neto. En dépit des rumeurs sur les contradictions existant au sein des milieux dirigeants angolais, cette décision a été prise assez rapidement. La longue maladie du président Neto aurait donné le temps au MPLA de préparer sa succession.

EL SALVADOR

La situation au Salvador étant de plus en plus explosive, les affrontements entre la guérilla et les forces de répression se multipliant, le dictateur Romero a annoncé une «démocratisation» du pays : des élections municipales libres, une réforme de la loi électorale, le droit pour les exilés de rentrer au pays. Mais, en même temps, Romero nie l'existence de milliers de détenus politiques et renforce les moyens des forces de répression. Ses promesses de «démocratisation» qui font suite aux pressions exercées par les USA ne feront pas illusion.

URUGUAY

Selon le comité de soutien au pianiste Miguel Angel Estrella, emprisonné en Uruguay depuis décembre 1977, celui-ci a été condamné à 4 ans et demi de prison. Le jugement aurait été rendu fin août par un tribunal militaire, en l'absence du condamné.

AFGHANISTAN

L'ancien président afghan Taraki serait toujours en vie, selon une source officielle afghane. Il serait blessé et soigné dans un hôpital militaire de Kaboul

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

• La représentation du Cambodge à l'ONU

Le gouvernement du Kampuchéa démocratique continuera d'occuper le siège du Cambodge aux Nations-Unies. Ainsi en a décidé vendredi soir l'assemblée générale de l'ONU.

En début de séance, l'Inde proposait que le siège du Cambodge soit laissé vacant. Cette proposition était repoussée par 80 voix contre 43 et 19 abstentions.

La commission des accréditations proposait de maintenir le gouvernement du Kampuchéa démocratique au siège du Cambodge. Cette proposition a été votée par 71 voix contre 35 et 34 abstentions. Parmi les pays qui ont voté cette résolution, la Chine, la Yougoslavie, les pays de l'ASEAN, le Japon, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA, l'Italie, la Belgique, le Canada. Parmi les votes hostiles, l'URSS, le Vietnam, le Laos, l'Ethiopie, l'Afghanistan, les pays d'Europe de l'est (sauf Roumanie et Yougoslavie), Cuba et l'Albanie. Il y a eu 34 abstentions, dont celles de la France, de l'Iran, de l'Espagne.

• Ouverture des négociations Chine-URSS

Une délégation gouvernementale chinoise, dirigée par le vice-ministre des Affaires étrangères, Wang Youping est arrivée dimanche à Moscou, où elle a été reçue par le vice-ministre des Affaires étrangères soviétiques, Leonid Ilitchev. Ces négociations, dont la demande avait été formulée par le gouvernement chinois, ont pour but de tenter de définir entre les deux pays des relations normales d'Etat à Etat.

• Affrontements au Brésil : des centaines de blessés

On vient seulement d'apprendre les affrontements survenus lundi et mardi dernier dans la ville brésilienne de Sao Luis, dans le Nordeste. A l'origine, une manifestation d'étudiants réclamant le demi-tarif pour les transports publics. La manifestation, comprenant environ 10 000 personnes, était brutalement chargée par la police militaire, à coups de grenades lacrymogènes, puis de tirs de fusils mitrailleurs. Des chômeurs et des employés se sont alors joints aux étudiants, et ce sont plus de 15 000 personnes qui ont affronté la police militaire tard dans la nuit. Les affrontements reprenaient mardi matin. Il y a eu plus de 800 blessés et 400 arrestations.

• Procès Boutrin : verdict prudent

Samedi dans la nuit a été rendu le verdict du procès intenté aux frères Boutrin accusés du meurtre d'un homme de main du RPR lors de la campagne électorale de mars 1978, en Martinique. Les accusés affirmaient avoir agi en état de légitime défense. L'avocat général avait requis des peines de 15 ans et 10 ans de réclusion pour les deux frères. Le tribunal ne l'a pas suivi : il a acquitté Georges Boutrin ; son frère Victor a été condamné à 3 ans de prison, dont 18 mois avec sursis, peine couverte par la détention préventive.

• Négociations USA-URSS sur Cuba

Les Etats-Unis ont fait connaître leur position dans les négociations en cours avec l'URSS au sujet de la présence de soldats soviétiques à Cuba. Les USA demandent que l'unité militaire soit démantelée, et qu'une partie des troupes soit rapatriée. Les Etats-Unis accepteraient qu'une partie des militaires soviétiques soit intégrée parmi les conseillers militaires en poste à Cuba, et que le matériel militaire appartenant à ces troupes soit remis à l'armée cubaine.